

RAPPORT 2021 SUR LES DROITS DE LA PERSONNE – TOGO

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Togo est une république gouvernée par le président Faure Gnassingbé, réélu pacifiquement en février 2020 au cours d'élections décrites par les observateurs internationaux comme globalement libres et équitables. Les partisans de l'opposition ont signalé de la fraude mais sans fournir d'éléments de preuve crédibles. La communauté internationale a accepté les résultats de l'élection. Les élections législatives de 2018 s'étaient aussi déroulées dans un climat serein. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a estimé que les élections s'étaient déroulées dans un contexte raisonnablement libre et transparent malgré un boycott de l'opposition.

La police nationale et la gendarmerie sont responsables de l'application de la loi et du maintien de l'ordre public dans le pays. La gendarmerie est également responsable de la gestion des migrations et du contrôle des frontières. L'Agence nationale de renseignement (ANR) fournit des renseignements à la police et à la gendarmerie, mais elle n'a pas de responsabilités en matière de gestion de la sécurité intérieure ou d'établissements carcéraux. La police relève du ministère de la Sécurité et de la Protection civile, qui rend compte au Premier ministre. La gendarmerie relève du ministère des Armées mais rend également compte au ministère de la Sécurité et de la Protection civile sur de nombreuses questions d'application des lois et de sécurité intérieure. Les forces armées ont certains devoirs de sécurité intérieure et relèvent également du ministère des Armées. Les autorités civiles n'ont pas toujours maintenu un contrôle efficace des forces armées, de la gendarmerie et de la police et les mécanismes publics visant à enquêter sur les violations et à les sanctionner étaient rarement efficaces. Des signalements crédibles ont fait état de plusieurs exactions par des éléments des forces de sécurité.

Des signalements crédibles faisaient état, entre autres, des problèmes importants suivants dans le domaine des droits de la personne : traitements cruels, inhumains

ou dégradants par le gouvernement ou en son nom ; conditions carcérales très dures et délétères ; arrestation ou détention arbitraire ; prisonniers ou détenus politiques ; ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée ; restrictions graves de la liberté d'expression et des médias, y compris l'existence de lois sanctionnant la diffamation ; ingérence considérable dans le droit de réunion pacifique et dans la liberté d'association ; graves actes de corruption dans le secteur public ; absence d'enquêtes et de poursuites dans des affaires de violences sexistes, y compris, sans toutefois s'y restreindre, les violences intrafamiliales et conjugales et le mariage des enfants, précoce ou forcé ; crimes violents ou menaces de violences à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes ; existence ou utilisation de lois criminalisant les relations sexuelles consenties entre adultes de même sexe ; et pires formes de travail des enfants.

La corruption et l'impunité concernant les abus constituaient un problème. Le gouvernement a pris des mesures limitées pour enquêter sur des cas d'exactions ou d'actes de corruption commis par des fonctionnaires, ainsi que pour poursuivre ou sanctionner ces derniers.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Contrairement à l'année précédente, aucune exécution arbitraire ou extrajudiciaire imputée aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalée. Le ministère de la Sécurité et de la Protection civile a annoncé l'ouverture d'enquêtes sur plusieurs signalements d'exécutions par des forces de sécurité en 2020, mais les résultats de ces enquêtes sont restés en attente. Par exemple, le décès en avril 2020 d'un habitant de Lomé après avoir quitté son domicile pendant le couvre-feu lié à la COVID-19 était resté non résolu en septembre.

Le 24 février, les parents exigeant la justice pour les enfants tués lors des manifestations de l'opposition en 2017 et 2018 ont lancé le Collectif des familles des victimes au Togo et appelé le gouvernement à traduire les auteurs en justice.

En septembre, les autorités n'avaient pas annoncé d'enquête sur ces décès.

Les organismes publics officiellement habilités à mener l'enquête sur les exécutions perpétrées par les forces de sécurité incluent la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) et l'Inspection de la police judiciaire. Le ministère de la Sécurité ouvre également des enquêtes sur des affaires notoires, mais les résultats sont rarement publiés. Le ministère de la Justice recommande les affaires qu'il convient de poursuivre au Bureau du ministère public. Le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) mène aussi des enquêtes sur les exécutions commises par les forces de sécurité.

b. Disparitions

Il n'a pas été fait état de disparitions causées par les autorités gouvernementales ou en leur nom.

c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La Constitution et la loi interdisent ces pratiques. Plusieurs sources ont signalé des traitements cruels, inhumains ou dégradants infligés par des représentants des pouvoirs publics.

Les organisations des droits de la personne ont signalé des mauvais traitements physiques systématiquement infligés à des détenus non inculpés. La CNDH agit en tant que Mécanisme national de prévention de la torture (MNP). Des organisations de droits de la personne ont invité le MNP à faire plus en matière de prévention des actes de torture et d'abus.

Le 29 décembre 2020, des gendarmes ont arrêté Carlos Kétohou, le directeur de publication du journal privé *L'Indépendant Express*. Il a été détenu au Service central de Recherches et d'Investigations criminelles (SCRIC) jusqu'au 2 janvier. Selon des groupes de défense des droits de la personne, M. Kétohou a subi des mauvais traitements et a été privé de vêtements autres que des sous-vêtements. Les

forces de sécurité l'ont interrogé de nombreuses fois au cours de plusieurs heures, des pistolets braqués sur son visage.

En janvier 2020, les autorités ont arrêté Abdou-Moutawakilou Yakoubou, Secrétaire général du Parti National Panafricain, accusé d'avoir participé à des actes de violence contre des gendarmes pendant la descente des autorités visant le groupe « Tigre Révolution » en 2019. Les autorités lui ont accordé une mise en liberté provisoire pour raisons de santé en juillet, et il est décédé le 26 août des suites d'une longue maladie. Des organisations de défense des droits de la personne ont indiqué qu'il était soumis à la torture et à des actes inhumains lors de sa détention. Selon le Comité pour la libération de tous les détenus politiques du Togo, cinq autres personnes arrêtées en 2020 pour avoir participé au groupe Tigre Révolution, Mourane Tairou, Alassani Issaka, Saibou Moussa, Seybou Alilou et Djalilou Soulemane, sont décédés en prison fin 2020 et auraient été soumis à la torture pendant leur incarcération.

Le 20 octobre, la Cour de Justice communautaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a condamné le gouvernement pour torture et mauvais traitements d'une femme arrêtée pendant les manifestations politiques en 2017. La Cour a ordonné au gouvernement de verser 53 000 dollars des États-Unis à cette femme en dédommagement. La femme avait déposé plainte auprès de la Cour en 2018 après le refus des tribunaux du pays d'examiner ses requêtes.

D'après la plateforme internet *Déontologie en missions de terrain* de l'ONU, une allégation d'exploitation et de violences sexuelles a été portée en octobre 2020 contre un casque bleu togolais déployé dans le cadre d'une mission de maintien de la paix onusienne. En septembre, les Nations Unies ont estimé que l'allégation était fondée et elles ont rapatrié l'auteur, mais les pouvoirs publics n'avaient pas dévoilé les éventuelles mesures disciplinaires ou de réparation prises.

L'impunité était un problème parmi les forces de sécurité, notamment la police, les gendarmes et les forces armées. Le climat d'impunité était nourri, entre autres, par la politisation des forces de sécurité, le manque de volonté politique, la corruption et l'inadéquation des formations. Les organisations des droits de la personne ont

déclaré avoir déposé plusieurs plaintes, mais le gouvernement a rarement mené des enquêtes ou puni les personnes concernées.

La DCPJ, l'Inspection générale de la police judiciaire, le ministère de la Sécurité, le ministère de la Justice, le Bureau du ministère public et la CNDH font partie des instances gouvernementales chargées d'enquêter sur les abus.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions dans les prisons et les centres de détention sont demeurées pénibles et potentiellement délétères en raison de la surpopulation grave, de conditions sanitaires médiocres, de la présence de maladies et d'une alimentation insuffisante et peu saine.

Conditions matérielles : La surpopulation était un problème grave. Au 30 août, on comptait 4 990 prisonniers condamnés et personnes en détention provisoire (dont 132 femmes) dans 13 prisons et centres de détention conçus pour en héberger 2 720. Par exemple, la prison civile de Lomé était remplie à plus d'un-tiers au-delà de sa capacité, avec environ 900 prisonniers détenus dans une prison conçue pour en détenir 666. Ces conditions de surpopulation ont facilité la propagation de la COVID-19.

Les femmes allaitant leur enfant étaient généralement détenues avec d'autres prisonniers. Les femmes allaitantes ont parfois choisi de placer leur bébé dans une garderie privée recevant une assistance publique. En septembre, selon le directeur national de l'administration pénitentiaire, il n'y avait pas de femmes allaitant leur enfant dans les prisons. Les personnes en détention provisoire et les condamnés étaient détenus dans les mêmes locaux.

En septembre, le directeur national de l'administration pénitentiaire a confirmé 26 décès en prison dus à des maladies liées à la surpopulation, ainsi qu'au paludisme. L'État n'a signalé aucun décès des prisonniers attribuable à la COVID-19. Les établissements médicaux, la nourriture, l'hygiène, la ventilation et l'éclairage étaient insuffisants. Les prisonniers n'avaient pas accès à l'eau potable et

les maladies étaient répandues.

Administration : Les prisons manquaient de médiateurs pour aider les prisonniers et les détenus à trouver une solution à leurs griefs. Les autorités ont permis aux prisonniers et aux détenus de déposer des plaintes non censurées auprès des autorités judiciaires pour demander une enquête en cas d'allégations crédibles de conditions inhumaines, mais elles ont rarement donné suite avec des enquêtes, et lorsque c'était le cas, elles n'ont pas rendu leurs conclusions publiques. Le gouvernement a rarement exercé une surveillance et mené des enquêtes sur les allégations de conditions carcérales inhumaines provenant d'autres sources.

Surveillance indépendante : Avant la pandémie de COVID-19, les représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) locales accrédités par le ministère de la Justice effectuaient des visites dans les prisons. Le gouvernement exigeait des ONG internationales qu'elles négocient un accord avec lui pour obtenir un tel accès, ce qui a été le cas du Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organisations internationales de défense des droits de la personne. Ces ONG étaient en général indépendantes et ont opéré sans ingérence gouvernementale. Cependant, certaines ONG ont fait état de cas où elles avaient reçu l'autorisation d'effectuer des visites mais se sont vu refuser l'accès une fois sur place, le plus souvent lorsqu'il s'agissait de visites à des prisonniers politiques déclarant être victimes de mauvais traitements par les surveillants de prison. Les forces de sécurité ont surveillé les visites de l'établissement de détention provisoire du SCRIC et elles n'ont pas autorisé les représentants des ONG et les prisonniers à s'entretenir en toute confidentialité. En règle générale, les autorités ont rejeté les demandes de journalistes d'effectuer des visites dans les prisons.

En avril 2020, en raison de la pandémie de COVID-19, le gouvernement a suspendu toutes les visites de prison par les ONG afin de limiter la propagation du virus. La surveillance indépendante des conditions carcérales a été sévèrement impactée par cette mesure. Cependant, les autorités ont autorisé certaines visites

sélectives.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires et garantissent le droit de toute personne de contester devant un tribunal la légalité de son arrestation ou de sa détention. Toutefois, le gouvernement n'a pas toujours observé ces droits.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La loi autorise les juges, les policiers haut gradés, les préfets et les maires à délivrer des mandats d'arrêt. Les personnes détenues ont le droit d'être informées des charges retenues contre elles et la police a globalement respecté ce droit. La loi prévoit qu'un suspect doit comparaître devant un auxiliaire de justice dans les 72 heures qui suivent son arrestation. La loi stipule qu'un juge doit être chargé de l'instruction de l'affaire afin de déterminer la pertinence des éléments de preuve et fixer le montant de la caution ; cependant, les autorités gardaient souvent les individus en détention sans caution pendant de longues périodes sans se soucier de la décision d'un juge. Les avocats et les membres des familles ont le droit de voir un détenu après 48 à 96 heures de détention provisoire, mais les autorités ont souvent retardé l'échéance ou refusé cet accès. Tous les prévenus ont droit à un avocat et le barreau en a parfois fourni un aux indigents accusés de crimes. La loi confère aux accusés indigents le droit à une représentation juridique gratuite, mais le gouvernement n'a fourni qu'une partie du financement nécessaire à sa mise en œuvre. Les cas de violations des protections juridiques sont supposément sujets à des enquêtes disciplinaires en interne et à des poursuites au pénal de la part du ministère de la Justice, mais les enquêtes comme les poursuites ont rarement été lancées.

Arrestations arbitraires : Le 4 novembre, les autorités ont arrêté Jean-Paul Oumolou, un détracteur du gouvernement basé à Genève, lors d'une visite familiale. Les autorités ont détenu M. Oumolou sans inculpation pendant huit jours, puis l'ont mis en examen pour incitation à la révolte, outrage envers

l'autorité, diffusion de fausses nouvelles et « apologie des crimes ». M. Oumolou avait fui le pays lors des manifestations de 2018 contre le gouvernement, alors qu'il appelait les citoyens et les forces armées à empêcher le président Faure Gnassingbé de se présenter pour un autre mandat.

En novembre 2020, les autorités ont arrêté Gérard Djossou et Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson, dirigeants de la Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK), le groupe politique ayant soutenu Agbeyome Kodjo, figure de l'opposition arrivée deuxième à l'élection présidentielle en février 2020. Selon le parquet, le gouvernement détenait des preuves que la DMK prévoyait de déstabiliser l'État, mais n'a ni présenté ces éléments de preuve, ni détenu d'autres personnes. En décembre 2020, le juge d'instruction a mis ces deux personnes en examen pour complot et atteinte à la sécurité intérieure de l'État, puis les a libérés plus tard dans le mois, sous contrôle judiciaire. L'État a continué de surveiller leurs mouvements, et les deux avaient besoin de permission pour voyager en-dehors du pays. Des personnalités de l'opposition et des militants des droits de la personne ont fait valoir que ces accusations étaient motivées par des raisons politiques.

Détention provisoire : Les personnes en détention provisoire et préventive représentaient 60 % de l'ensemble de la population carcérale. Le nombre insuffisant de juges et de personnel qualifié ainsi que l'inaction des autorités ont souvent entraîné de longues détentions provisoires, qui dépassaient souvent de plus de six mois les peines de prison qu'auraient reçues les individus concernés s'ils avaient été jugés et condamnés.

e. Déni de procès public et équitable

La Constitution et la loi prévoient l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté son indépendance et son impartialité. L'exécutif exerçait un certain contrôle sur le judiciaire et la corruption dans ce dernier était parfois problématique. Le sentiment général était que les avocats soudoyaient les juges pour influencer leurs verdicts. Le système judiciaire

est resté surchargé et en sous-effectif.

Procédures applicables au déroulement des procès

La Constitution garantit le droit à un procès public et équitable, mais l'influence de l'exécutif sur le judiciaire a entravé l'exercice de ce droit. Les prévenus ont le droit à la présomption d'innocence et de recevoir rapidement des informations détaillées sur les chefs d'accusation retenus contre eux, avec service d'interprétation gratuit si nécessaire depuis la mise en accusation jusqu'à la fin du dernier appel. Ils ont également le droit d'avoir un procès sans retard indu, d'être présents à leur procès, de consulter un avocat de leur choix ou un avocat fourni aux frais de l'État s'ils n'ont pas les moyens de s'en procurer un, et de bénéficier des délais et de locaux nécessaires à la préparation de leur défense. Les procès étaient ouverts au public, avec jurys. Les accusés ont le droit de confronter les témoins à charge ainsi que de présenter des témoins et des preuves à décharge. Ils ont également le droit de ne pas témoigner et de ne pas avouer leur culpabilité. Les condamnés ont le droit de faire appel. Les autorités ont souvent respecté ces droits, malgré de nombreuses exceptions, notamment des retards importants lors des procès et le déni du droit de consulter un avocat.

Dans les zones rurales, le chef du village ou un conseil des sages est habilité à juger des affaires civiles ou pénales mineures. Les individus qui refusent l'autorité des tribunaux coutumiers peuvent saisir les tribunaux ordinaires.

Prisonniers et détenus politiques

Selon le Comité pour la libération de tous les détenus politiques du Togo, il y avait plus de 100 prisonniers ou détenus politiques. Ces personnes n'ont pas bénéficié des mêmes protections que les autres prisonniers ou détenus. Les organisations humanitaires et des droits de la personne n'ont pas pu leur rendre visite.

Lors d'un radio débat le 27 avril, Djimon Oré, chef du parti de l'opposition Front des patriotes pour la démocratie et ancien ministre de la Communication, a critiqué les politiques de la France en Afrique et déclaré que les actes commis par la famille Gnassingbé au pouvoir dépassaient les atrocités du génocide au Rwanda. Le

29 avril, le Service central de recherches et d'investigations criminelles a arrêté M. Oré à son domicile. Le parquet a mis M. Oré en examen pour « atteinte à l'honneur, troubles aggravés à l'ordre public et outrage envers les représentants de l'autorité publique ». Le 14 mai, il a été condamné à deux ans de prison. Divers dirigeants de l'opposition et militants de la société civile ont appelé à sa libération et déclaré que son arrestation était une violation de sa liberté d'expression. À la fin de l'année, M. Oré était toujours en détention provisoire.

Le 17 mai, les forces de sécurité ont détenu Paul Missiagbeto, membre du parti Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement, pour des allégations de diffusion de fausses informations. Les autorités auraient détenu M. Missiagbeto au SCRIC pendant quatre jours sans inculpation avant de le transférer à la prison civile de Lomé 18 jours après son arrestation. Le 1er septembre, un tribunal l'a condamné à quatre ans de prison pour « menaces, insultes et troubles à l'ordre public ». Son avocat a déclaré que les chefs d'accusation se basaient sur la surveillance de son téléphone portable, acquis de manière illégale, ce qui enfreignait les protections constitutionnelles.

L'Association des victimes de la torture et le Mouvement Conscience Mandela ont souligné 14 affaires emblématiques envoyées au président en novembre 2020 et ont appelé ce dernier à libérer les prisonniers politiques, notamment ceux arrêtés lors de la descente visant le groupe Tigre Révolution en 2019. En février, le Comité pour la libération de tous les détenus politiques du Togo a remarqué qu'Abdoul-Aziz Goma et 15 autres personnes étaient toujours en détention après leur arrestation en 2018, ainsi que deux autres arrêtés suite à une manifestation de l'opposition en 2018 et 76 après la descente visant le groupe Tigre Révolution en 2019.

Procédures et recours judiciaires au civil

La Constitution et la loi prévoient des recours civils et administratifs en cas de violations des droits de la personne, mais le judiciaire n'a pas respecté ces

dispositions et les citoyens, pour la plupart, en ignoraient l'existence.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La Constitution et la loi interdisent ces pratiques, mais des rapports ont fait état d'ingérences.

Le 17 mai, une douzaine de gendarmes lourdement armés, en civil, sont entrés chez Djimon Oré par effraction dans l'ouest de Lomé et ont fouillé son domicile sans mandat de perquisition. Après la fouille, ils ont arrêté M. Oré, puis sont retournés prendre des photos (voir la section 1.e, Prisonniers politiques).

Le 21 juillet, les médias internationaux ont signalé l'utilisation du logiciel israélien Pegasus par les autorités afin d'espionner des militants, des opposants et des journalistes. L'État aurait espionné plusieurs personnes, dont les journalistes Carlos Kétohou et Ferdinand Ayite et plusieurs figures de l'opposition et militants des droits de la personne (voir la section 1.e, Prisonniers politiques).

Section 2. Respect des libertés civiles

a. Liberté d'expression, notamment pour les membres de la presse et d'autres médias

Bien que la Constitution garantisse la liberté d'expression, y compris pour les membres de la presse et d'autres médias, les pouvoirs publics ont limité ces droits.

Liberté d'expression pour les membres de la presse et d'autres médias, y compris les médias en ligne : La loi impose des sanctions à l'encontre de journalistes qui se seraient rendus coupables de « graves erreurs », dont l'atteinte à la vie privée, l'incitation à la haine raciale, ethnique ou religieuse, l'apologie de la guerre, des crimes, de l'insurrection ou du terrorisme, et la dissémination de

déclarations diffamatoires.

Violence et harcèlement : Les autorités ont utilisé le harcèlement et l'intimidation pour menacer le journaliste Carlos Kétohou (voir la section 1.c, Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants).

Censure ou restrictions sur le contenu : Le 11 octobre, la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), entité de réglementation des médias, a suspendu le journal hebdomadaire *The Guardian* pendant quatre mois et révoqué la carte de presse de son rédacteur en chef sans préavis. L'ordre de suspension de la HAAC a accusé le journal d'incitation à la désobéissance civile et de violation du code de la presse pour son rapport sur l'opposition parentale à un mandat concernant les établissements scolaires et ordonnant la vaccination de mineurs âgés de 13 ans.

Lois sur la diffamation et la calomnie : La diffamation et la calomnie sont des infractions pénales. Selon des organisations de défense des droits de la personne, le gouvernement s'est appuyé sur ces lois pour restreindre le débat public et infliger des représailles aux journalistes. Par exemple, le 4 janvier, la HAAC a ordonné au journal privé *L'Indépendant Express* de cesser ses opérations de façon permanente, y compris ses publications physiques et en ligne. Pour appuyer sa décision, la HAAC a cité un article de journal de décembre 2020 et déclaré que la publication ne respectait pas les « règles professionnelles » concernant les insultes aux responsables publics et la diffamation. L'article, intitulé « Scoop de fin d'année : Deux femmes ministres interpellées pour vol de cuillères dorées », ne mentionnait ni les noms ni les pays de responsables publics spécifiques.

Le 5 février, la HAAC a suspendu le journal privé *L'Alternative* pendant quatre mois. L'ordre de suspension de la HAAC déclarait qu'un article publié dans ce journal le 2 février avait enfreint les normes professionnelles et éthiques concernant les allégations de corruption dans le secteur pétrolier. L'ordre référençait une plainte civile déposée le 3 février par Koffi Tsolenyanu, ministre de l'Urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, pour « fausses informations,

offense et diffamation ».

En novembre 2020, un tribunal a jugé Ferdinand Ayité, directeur de publication de *L'Alternative*, responsable de diffamation concernant un rapport de 2020 sur le détournement de 900 millions de dollars des États-Unis dans l'industrie pétrolière. Le tribunal a également suspendu la publication du journal. Le 14 octobre, une cour d'appel a reporté pour la quatrième fois une procédure d'appel concernant l'amende imposée par le tribunal.

Liberté d'accès à internet

La loi criminalise la diffusion de fausses informations sur internet ainsi que la production et la diffusion de données portant atteinte à « l'ordre, la sécurité publique ou la dignité humaine ». Bien qu'aucune poursuite n'ait été engagée, les organisations des droits de la personne ont indiqué que la loi contribuait à créer une atmosphère « d'espace civique restreint », un environnement dans lequel les citoyens s'autocensuraient par crainte de représailles s'ils faisaient part de leurs véritables pensées et opinions.

À la différence des années précédentes, il n'a pas été signalé que le gouvernement restreignait l'accès à internet.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement a interdit certains événements culturels en raison de la pandémie de COVID-19. Par exemple, le 9 juillet, les autorités ont interdit les rassemblements, y compris les festivals traditionnels et culturels.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

La Constitution et la loi garantissent les libertés de réunion et d'association pacifiques. Le gouvernement a parfois restreint ces droits.

Liberté de réunion pacifique

La loi impose des limites eu égard aux horaires, au lieu, à la fréquence et au

mécanisme de demande d'organisation des manifestations publiques. La loi interdit les manifestations dans toutes les rues principales, les centres urbains, les zones d'activité économique jugées essentielles et les zones proches des institutions gouvernementales, militaires et diplomatiques. Les manifestations ne peuvent avoir lieu qu'entre 10 heures et 18 heures, et les manifestants doivent suivre un itinéraire unique désigné par les autorités. Depuis avril 2020, le gouvernement a interdit les manifestations publiques pendant l'état d'urgence relatif à la COVID-19.

Le 31 juillet, des agents de sécurité armés ont empêché la DMK d'organiser deux rassemblements dans la capitale de Lomé. Selon les partis politiques, le gouvernement aurait utilisé l'état d'urgence lié à la COVID-19 comme excuse pour disperser des petits rassemblements politiques en interne et intimider l'opposition.

Liberté d'association

La loi est susceptible de restreindre la liberté d'association politique puisqu'elle accorde de larges pouvoirs au gouvernement pour cibler les terroristes présumés. Selon les organisations de défense des droits de la personne, la loi pourrait être appliquée à mauvais escient pour restreindre les activités légales des membres des partis d'opposition et de leurs partisans. Le 26 juillet, le gouvernement a suspendu l'attribution et le renouvellement des agréments des ONG. Les responsables publics ont déclaré que la suspension était nécessaire afin d'actualiser le cadre réglementaire et assurer la cohérence des activités des ONG par rapport aux priorités du gouvernement.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport du département d'État sur la liberté de religion dans le monde* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/religiousfreedomreport/>.

d. Liberté de circulation et le droit de quitter le pays

La loi garantit la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les déplacements à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et les pouvoirs publics ont globalement

respecté ces droits.

Déplacements à l'intérieur du pays : La police de la circulation et les gendarmes ont régulièrement arrêté des automobilistes sous prétexte de violations du Code de la route de manière à obtenir des pots-de-vin.

e. Statut et traitement des déplacés internes

Sans objet.

f. Protection des réfugiés

Le gouvernement a coopéré avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance aux réfugiés, aux réfugiés rapatriés et aux demandeurs d'asile ainsi qu'aux autres personnes en situation préoccupante.

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié et le gouvernement a mis en place un régime de protection des réfugiés.

Maltraitance des migrants et des réfugiés : À la différence des années précédentes, aucun cas de violence physique à l'égard des réfugiés n'a été signalé.

Solutions durables : Le gouvernement a coopéré avec le HCR pour aider au rapatriement volontaire et en toute sécurité des réfugiés dans leur pays d'origine, y compris le rapatriement de 25 réfugiés ivoiriens entre janvier et septembre.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La Constitution donne aux citoyens la capacité de choisir leur gouvernement par la voie d'élections périodiques libres et équitables, à bulletin secret, au suffrage universel et égal, et les citoyens ont exercé ce droit.

Élections et participation au processus politique

Élections récentes : En février 2020, le président Faure Gnassingbé a été réélu

pour un quatrième quinquennat avec 71 % des voix, selon les estimations du gouvernement. Le principal candidat de l'opposition, Agbeyome Kodjo, du Mouvement Patriotique pour la Démocratie et le Développement a remporté 19 % des voix et a prévalu dans la région Maritime, qui comprend Lomé. L'élection a été jugée globalement libre et équitable par les délégations d'observation internationales de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union africaine, malgré quelques irrégularités. Le gouvernement a empêché certains groupes d'observer les élections, y compris le Conseil épiscopal Justice et Paix.

Des élections parlementaires ont eu lieu en 2018. Quatorze partis d'opposition ont choisi de boycotter les élections. Les observateurs internationaux ont noté que ces élections s'étaient déroulées dans des conditions globalement pacifiques. La CEDEAO, tout en déplorant le boycott de l'opposition, a salué la « tenue effective d'élections législatives libres et transparentes ». La Cour constitutionnelle a annoncé que le parti au pouvoir, l'Union pour la République (UNIR), avait remporté la majorité avec 59 sièges sur 91. Le parti Union des forces de changement allié au gouvernement a remporté sept sièges. Des partis plus petits et des candidats indépendants alignés sur le gouvernement ont remporté les 25 sièges restants.

Partis politiques et participation au processus politique : L'UNIR a dominé la vie politique et contrôlé fermement l'ensemble des différents échelons de l'État. L'adhésion à ce parti conférait certains avantages, notamment un meilleur accès aux emplois publics.

Participation des femmes et des membres de minorités : Aucune loi ne limite la participation des femmes et des membres de minorités au processus politique, y compris des personnes porteuses de handicap et des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes (LGBTQI+) et ils y ont participé activement. Cependant, certains observateurs étaient d'avis que les pratiques culturelles et traditionnelles empêchaient les femmes, les personnes porteuses de handicap et les personnes LGBTQI+ de voter, de se présenter aux élections, de faire office d'observateurs électoraux ou de participer d'autres manières à la vie

politique au même titre que les hommes hétérosexuels ou les citoyens non minoritaires. Par exemple, seulement 17 des 91 parlementaires étaient des femmes, un parlementaire était porteur de handicap et aucun ne s'identifiait ouvertement en tant que LGBTQI+. Néanmoins, le président de l'Assemblée nationale était une femme, tout comme douze ministres, y compris le Premier ministre, dans le cabinet de 34 membres. Les membres des groupes ethniques du sud du pays sont restés sous-représentés au niveau du gouvernement et des forces armées.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

Même si la loi prévoit des sanctions pénales pour les cas de corruption dans la fonction publique, le gouvernement ne l'a pas appliquée avec efficacité. De nombreuses allégations de corruption au sein du gouvernement ont été signalées, et certains responsables publics se sont livrés à des pratiques de corruption en toute impunité.

L'organe responsable de la lutte contre la corruption, la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées, est un organe indépendant travaillant de concert avec le judiciaire pour renforcer les pratiques de lutte contre la corruption et veiller au respect de la législation anticorruption par les fonctionnaires. Il est notamment responsable de sensibiliser le public et de transmettre les plaintes pour que des poursuites soient engagées.

D'autres organismes publics, tels que la Cour des comptes et l'Inspection générale des finances, enquêtaient et réalisaient des contrôles financiers sur les institutions publiques, mais ils n'ont publié que peu de résultats. Les pouvoirs publics ont mis en place des lignes d'appel gratuites et de messagerie pour que les citoyens puissent signaler les cas de corruption.

Corruption : La corruption des fonctionnaires était la plus grave dans les prisons, la police et le judiciaire. Des rapports crédibles ont ainsi signalé que des juges acceptaient des pots-de-vin pour accélérer les décisions dans les conflits fonciers et

statuer de manière favorable.

Le 26 février, Vincent Bolloré, président-directeur général du groupe Bolloré, ainsi que deux cadres dirigeants de l'entreprise, ont admis, devant un tribunal français, avoir commis des actes de corruption et d'abus de pouvoir en lien avec l'obtention d'une extension, d'avantages fiscaux et de permis de construire relatifs au port de Lomé en échange de services de communication à un prix dérisoire pour la campagne de réélection de 2010 du président Faure Gnassingbé. Le tribunal français a recommandé un procès pénal pour les cadres. De plus, le groupe Bolloré a versé près de 15 millions de dollars des États-Unis de dommages et intérêts.

En novembre 2020, un audit fuité de l'Inspection générale des finances faisait état de graves irrégularités au sein du Comité de suivi des fluctuations des prix des produits pétroliers, une agence gouvernementale chargée de gérer les commandes et d'établir les prix pour ces produits. En 2020, *L'Alternative* a signalé que le directeur du comité et son fils auraient détourné 900 millions de dollars des États-Unis (voir la section 2.a., Lois sur la diffamation et la calomnie).

Section 5. Position du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de la personne

Divers organismes nationaux et internationaux de défense des droits de la personne ont dans l'ensemble poursuivi leurs activités sans restriction de la part des autorités, mené des enquêtes et publié leurs conclusions sur des affaires relatives aux droits de la personne. Des responsables publics se sont souvent entretenus avec des groupes de défense des droits de la personne et ont participé à des manifestations publiques parrainées par des ONG, mais ils n'ont en général pas été réceptifs aux recommandations des ONG. Certaines ONG, telles que la Ligue togolaise des droits de l'homme, ont déclaré avoir fait l'objet d'intimidations et de menaces dans le cadre de leur travail, notamment en période électorale.

Organismes publics de défense des droits de la personne : Une commission permanente des droits de la personne existe au sein de l'Assemblée nationale mais

elle n'a pas joué un rôle important dans la définition de la politique et n'a pas porté de jugement indépendant. La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) est l'organe public chargé d'enquêter sur les allégations de violations des droits de la personne. Elle est théoriquement indépendante et a pu mener des enquêtes et délibérer de manière relativement efficace.

la CNDH a mené plusieurs activités, y compris l'organisation de réunions avec les organisations de défense des droits de la personne et la visite des prisons. Par exemple, les 22 et 23 juillet, la CNDH a organisé un atelier à Kpalimé sur la mise en œuvre de ses recommandations sur la réforme des prisons. La réunion a rassemblé des représentants des départements ministériels pertinents. Les organisations de défense des droits de la personne ont encouragé la CNDH à jouer un rôle plus actif dans la résolution des questions liées aux violations des droits humains.

Section 6. Discrimination et violences sociétales

Femmes

Viol et violences familiales : La loi criminalise le viol des femmes et des hommes et aborde la question du viol entre époux, mais les pouvoirs publics ne l'ont généralement pas appliquée de manière efficace. La loi ne couvre pas spécifiquement les violences familiales. La loi punit les auteurs de viol de cinq à dix ans de prison ainsi que d'une amende monétaire conséquente. Le viol conjugal est passible de 720 heures de service d'intérêt général et d'une faible amende. La peine prévue est de 20 à 30 ans de prison si la victime a moins de 14 ans, s'il s'agit d'un viol en bande ou si le viol occasionne une grossesse, une maladie ou une incapacité de plus de six semaines. Bien que le gouvernement n'ait pas fourni de statistiques sur l'incidence des viols ou des arrestations pour viol, certaines données étaient disponibles auprès des avocats des victimes et des ONG.

La violence familiale envers les femmes était fréquente. En général, la police n'intervenait pas en cas de situation abusive et beaucoup de femmes ignoraient les mécanismes judiciaires officiels destinés à les en protéger. Le gouvernement a fait

quelques efforts pour lutter contre le viol et la violence familiale. Par exemple, le gouvernement avait établi différents lieux où les femmes victimes d'abus pouvaient se réfugier.

Le 30 juillet, un chauffeur de moto-taxi a été condamné pour un viol commis en 2017. Après avoir tenté de verser un pot-de-vin à un officier de police, il a écopé d'une peine de 10 ans de prison pour viol et tentative de corruption, en plus d'une amende monétaire conséquente en compensation pour la victime.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : La loi interdit les MGF/E pour les femmes et les filles. Selon des données de l'UNICEF pour l'année 2017, les MGF/E ont été pratiquées sur 3,1 % des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans. La forme la plus courante de MGF/E était l'excision, habituellement pratiquée quelques mois après la naissance. Les MGF/E étaient les plus courantes dans les communautés musulmanes isolées des régions Centrale et des Savanes, faiblement peuplées.

L'État a financé l'organisation de séminaires d'éducation contre les MGF/E. Plusieurs ONG nationales, avec l'aide internationale, ont organisé des campagnes pour éduquer les femmes sur leurs droits et sur la manière de s'occuper des victimes de MGF/E. Les ONG ont également travaillé à la création de possibilités de travail alternatives pour les anciens exciseurs.

Harcèlement sexuel : Le harcèlement sexuel a constitué un problème. La loi qui stipule que le harcèlement est illégal et peut conduire à des poursuites judiciaires n'a pas été appliquée par les autorités. La loi prévoit des peines d'un à trois ans de prison éventuellement assorties d'une amende substantielle. Les peines sont aggravées en cas de harcèlement sexuel d'une personne vulnérable, définie comme un mineur, une personne d'âge avancé, une femme enceinte ou une personne atteinte d'une maladie ou porteuse d'un handicap.

Droits génésiques : Il n'a pas été fait état d'avortements ou de stérilisations forcés pratiqués par les autorités gouvernementales.

Les obstacles juridiques, sociaux et culturels à la santé reproductive et sexuelle ont

inclus la pauvreté, le manque d'éducation sur la santé reproductive et sexuelle et la classification de services de contraception comme non urgents, entraînant des retards de l'octroi de ces services pendant l'urgence sanitaire due à la COVID-19.

Les pouvoirs publics ont fourni un accès à des services de santé reproductive et sexuelle limités aux survivants de violences sexuelles. Les contraceptifs d'urgence étaient disponibles dans le cadre de la gestion clinique du viol.

Selon l'UNICEF, le taux de mortalité maternelle était de 396 décès pour 100 000 naissances vivantes, et le taux de risque de décès maternel d'une femme au cours de sa vie était d'un sur 56 en 2017. Les causes les plus courantes de mortalité maternelle étaient l'hémorragie, la grossesse à l'adolescence et le manque d'accès à des soins obstétricaux de qualité pendant l'accouchement.

Bien qu'il n'existe aucun obstacle juridique relatif à la menstruation et à l'accès à l'hygiène menstruelle, des obstacles sociaux et culturels ont empêché les femmes et les filles de participer à la société à même titre que les autres.

En 2017, l'État a financé une étude sur 788 jeunes femmes et filles de 10 à 24 ans concernant la gestion de l'hygiène menstruelle. L'étude a indiqué que les femmes et les filles étaient confrontées à l'interdiction d'effectuer les activités suivantes pendant la menstruation, par leurs parents (62,5 % des participantes interrogées) ou leur culture (20,2 % des participantes interrogées) : cuisiner, aller chercher de l'eau et du bois, prier, manger en compagnie de leur famille et avoir des rapports sexuels. Le manque d'intimité des toilettes dans les établissements scolaires a poussé certaines femmes et filles à retourner à la maison pendant leurs règles pour plus d'intimité. Selon l'étude, certaines filles quittaient l'école de manière permanente, pour des raisons liées à la gestion de l'hygiène menstruelle.

Discrimination : Bien que la loi stipule l'égalité des hommes et des femmes devant la loi, les femmes ont été victimes de discrimination en matière d'éducation, de salaires, de retraite, d'héritage et de transmission de la nationalité (voir la section 6, Enfants). En zone urbaine, les femmes et les filles occupaient majoritairement des emplois sur les marchés et dans le commerce sans bénéficier

des protections juridiques adéquates. Les conditions économiques difficiles dans les zones rurales, où vivait l'essentiel de la population, ne laissaient aux femmes que peu de temps pour d'autres activités que les tâches domestiques et les travaux agricoles. Le système judiciaire formel supprime le système coutumier, mais le gouvernement n'appliquait pas la loi efficacement et les tribunaux étaient lents, distants et onéreux ; les femmes vivant en zones rurales étaient donc, dans la pratique, sujettes aux pratiques traditionnelles ou coutumières. Selon la tradition, la femme n'a pas droit à une pension alimentaire pour elle-même ou ses enfants en cas de divorce ou de séparation. Le système judiciaire formel garantit à une épouse des droits successoraux au décès de son mari.

Il n'existe pas de restrictions concernant la signature de contrats, l'ouverture de comptes bancaires ou la possession de biens par les femmes. Dans le secteur formel, les femmes n'ont pas été victimes de discrimination économique en termes d'accès à l'emploi, au crédit ou à la gestion d'une entreprise. Selon la loi, 25 % des marchés publics doivent être attribués à des entrepreneurs femmes ou jeunes.

Violences et discriminations raciales ou ethniques systémiques

La loi stipule que les citoyens sont égaux devant la loi, sans privilège ou privation en fonction de la race ou de l'ethnicité. Les groupes ethniques du nord du pays, principalement les Kabyè, ont dominé les services civils et militaires, et ceux du sud, surtout les Éwè, le secteur commercial privé. Cette dominance relative par les groupes du nord a représenté une source constante de tensions politiques et de discriminations. Le gouvernement a pris peu de mesures pour résoudre ces problèmes.

Enfants

Enregistrement des naissances : En vertu de la Constitution, la nationalité s'acquiert soit par la naissance sur le territoire national, soit par la filiation si la naissance est à l'étranger. Toutefois, les lois portant Code de la nationalité étaient discriminatoires à l'égard des femmes. Le Code de la nationalité indique qu'une

femme ne peut transmettre sa nationalité à un enfant que si le père est apatride ou inconnu. Le Code de l'enfance prévoit des dispositions neutres sur le plan du genre en matière de nationalité, également en contradiction avec le Code de la nationalité. Aucun refus d'enregistrement de naissance n'a été signalé.

Éducation : La scolarisation est obligatoire pour les garçons comme pour les filles jusque l'âge de 15 ans. L'éducation publique est gratuite de la crèche jusqu'à la fin de l'école primaire. Les parents sont responsables de l'achat des manuels, fournitures, uniformes, et autres dépenses. Il y avait pratiquement parité à l'école primaire. Les filles avaient plus de chances que les garçons de terminer l'école primaire, mais moins de continuer dans le secondaire.

Maltraitance d'enfants : La maltraitance d'enfants a constitué un problème répandu. La loi incrimine la maltraitance des enfants, y compris les abus sexuels qui sont définis comme tout type de relation sexuelle ou d'attouchement par un adulte sur un enfant de moins de 16 ans, 16 ans étant l'âge légal du consentement sexuel. Le gouvernement a collaboré avec des ONG locales pour organiser des campagnes de sensibilisation du public visant à prévenir l'exploitation des enfants.

Les pouvoirs publics ont maintenu une ligne téléphonique gratuite permettant de dénoncer les cas de maltraitance d'enfants et d'être mis en lien avec des ressources. Cette ligne téléphonique fournissait également des informations sur les droits des enfants et les procédures judiciaires, ainsi qu'un accès à des assistants sociaux qui pouvaient éventuellement intervenir en cas d'urgence. Par ailleurs, les pouvoirs publics, en partenariat avec l'UNICEF, ont formé les enseignants sur les droits des enfants et inclus un enseignement sur les droits de la personne dans les programmes des écoles primaires.

Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés : L'âge légal du mariage est de 18 ans pour les femmes et de 20 ans pour les hommes, mais les mineurs des deux sexes peuvent se marier plus tôt avec le consentement des parents. Selon les chiffres de l'UNICEF (2017), 25 % des femmes étaient mariées

avant l'âge de 18 ans et 6 % avant 15 ans.

Les pouvoirs publics et des ONG ont mis en place toute une série d'actions pour lutter contre le mariage précoce, par le biais surtout de la sensibilisation des dirigeants communautaires et des chefs religieux. Les ministères de l'Éducation, de la Promotion de la femme et de la Santé ont dirigé la création du *Programme national de lutte contre les grossesses et les mariages chez les adolescentes*. Plusieurs initiatives visaient à aider les filles à rester à l'école. Des messages diffusés par les médias, en particulier sur les stations de radio locales, soulignaient l'importance d'éviter les mariages précoces et d'assurer l'éducation des filles.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi interdit l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, y compris la vente, l'offre ou l'utilisation des enfants à des fins d'exploitation sexuelle commerciale, de pédophilie, de pratiques liées à la pédopornographie et de manipulation dans le cadre de l'exploitation sexuelle. La loi n'a pas été appliquée de manière efficace. La loi stipule que l'âge de consentement sexuel est de 16 ans pour les garçons comme pour les filles. Des tribunaux de Lomé et de Kara chargés d'affaires de traite des personnes n'étaient pas opérationnels à cause des conséquences de la pandémie sur les opérations gouvernementales. Différents types d'abus ont été signalés, dont viol sur mineur, relations illicites avec des mineurs et distribution de pédopornographie via les réseaux sociaux.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé Annual Report on International Parental Child Abduction (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants - en anglais seulement) à l'adresse suivante : <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data/reported-cases.html>.

Antisémitisme

Il n'existe pas de communauté juive connue et il n'a pas été signalé d'actes

antisémites.

Traite des personnes

Veillez consulter le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

Personnes porteuses de handicap

Les personnes en situation de handicap ne peuvent pas accéder à l'éducation, aux services de santé, aux bâtiments publics et aux transports au même titre que les autres. La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes porteuses de handicaps physiques, intellectuels, sensoriels ou mentaux, mais le gouvernement n'a pas fait respecter ces interdictions de manière efficace. La loi n'exige pas un accès facilité aux locaux publics ou privés pour les personnes en situation de handicap, bien que certains bâtiments publics soient équipés de rampes d'accès. Les enfants en situation de handicap étaient scolarisés à tous les niveaux, et certains fréquentaient des écoles spécifiquement adaptées aux enfants en situation de handicap ; cependant, les perceptions négatives des enfants en situation de handicap les ont souvent exclus des écoles. Les taux de présence des enfants porteurs de handicap étaient indisponibles, tout comme les informations sur les abus potentiels. Il n'existe pas dans la loi de restriction du droit des personnes en situation de handicap à voter et à participer aux affaires civiles du pays, bien que le manque d'accès aux bâtiments et aux transports ait empêché certaines d'exercer ce droit.

Le ministère de la Santé, le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation étaient responsables de la protection des droits des personnes en situation de handicap. Le ministère de l'Action sociale a mené des campagnes de sensibilisation visant à lutter contre les discriminations et à promouvoir l'égalité ; il a également distribué des aliments et des vêtements et a proposé des formations professionnelles à des personnes en

situation de handicap.

Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida

La loi interdit la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH et le sida et le gouvernement a financé des émissions visant à décourager ce type de discrimination. Le Conseil national pour la lutte contre le sida (CNLS) du gouvernement est chargé de prévenir la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH et le sida. Le CNLS a mené des activités de sensibilisation, y compris des programmes et des formations. Les personnes vivant avec le VIH et le sida ont néanmoins été confrontées à une certaine discrimination sociale. Par exemple, il y a eu des cas d'abandon de la part de la famille lorsque la séropositivité a été découverte. De plus, la perception que le VIH et le sida seraient une punition religieuse pour des actes répréhensibles persiste.

Actes de violence, criminalisation et autres violations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

Les militants ont signalé que les violences contre les personnes LGBTQI+ étaient courantes, mais que la police a ignoré les plaintes.

La loi interdit tout « acte contre nature avec un individu de son sexe », ce qui est généralement interprété comme faisant référence aux activités sexuelles homosexuelles. La loi n'a pas été appliquée. Lorsque la police arrêtait une personne pour avoir pris part à une activité sexuelle consensuelle avec une personne de même sexe, une autre violation quelconque était généralement utilisée pour justifier l'arrestation, comme un « acte éhonté ou un acte contre nature ». La loi prohibe la promotion de l'immoralité, terme interprété comme englobant la promotion des activités sexuelles entre personnes de même sexe.

Les personnes LGBTQI+ étaient victimes de discrimination sociétale en matière d'emploi, de logement et d'accès à l'éducation et aux soins de santé. La loi antidiscrimination existante ne s'applique pas aux personnes LGBTQI+. Aucune loi n'autorise les personnes transgenres à changer de marqueur de genre sur les

documents d'identité délivrés par le gouvernement.

Les groupes LGBTQI+ peuvent s'inscrire auprès du ministère des Affaires territoriales en tant que groupes liés à la santé, en particulier ceux qui se consacrent à la prévention du VIH et du sida. La plupart des organisations des droits de la personne, y compris la CNDH, ont refusé de répondre aux préoccupations des personnes LGBTQI+.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La Constitution et la loi garantissent le droit des travailleurs, à l'exception des forces de sécurité (y compris les sapeurs-pompiers et la police), de former des syndicats et d'y adhérer et de procéder à des négociations collectives. Une réglementation connexe permet aux travailleurs de former les syndicats qu'ils souhaitent et d'y adhérer. Les enfants de moins de 18 ans autorisés à travailler ne peuvent adhérer à un syndicat, sauf si un parent ou un tuteur les y autorise.

Les travailleurs ont le droit de faire grève, mais les agents de santé peuvent se voir forcés de reprendre le travail si les pouvoirs publics l'estiment nécessaire pour assurer la sécurité et le bien-être de la population. Le gouvernement peut légalement réquisitionner les travailleurs du secteur public en cas de grève, et les salariés qui refusent de travailler peuvent être soumis à une peine maximum de six jours de travaux forcés. Bien qu'il n'existe pas de disposition juridique protégeant les grévistes de représailles de la part des employeurs, la loi exige de ces derniers qu'ils obtiennent un jugement de l'inspection du travail avant de procéder à tout licenciement de gréviste. En cas de licenciement illégal, notamment pour activité syndicale, les travailleurs doivent être rétablis dans leurs fonctions et compensés pour toute perte de salaire. La loi de création des Zones franches industrielles (ZFI) permet aux travailleurs de celles-ci de former deux syndicats mais exempte les sociétés qui s'y trouvent de fournir aux travailleurs nombre de protections juridiques, notamment contre la discrimination antisyndicale en matière

d'embauche et de licenciement.

Six conventions collectives étaient en vigueur dans tout le pays. Selon la loi, si les parties engagées dans des négociations collectives ne parviennent pas à un accord, le gouvernement peut les obliger à recourir à l'arbitrage.

Dans l'ensemble, le gouvernement a fait appliquer les dispositions juridiques concernant la liberté d'association et le droit de se syndiquer, surtout en dehors des ZFI. Bien que la loi précise que toute violation du droit de se syndiquer constitue une infraction pénale, elle ne prévoit pas de peines ou d'amendes spécifiques.

En décembre 2020, l'Assemblée nationale a révisé le Code du travail afin de modifier, entre autres, les conditions pour exercer le droit de grève, les formalités nécessaires à l'établissement et à la déclaration de syndicats professionnels et les critères de détermination des représentants des syndicats.

Le 20 janvier, le gouvernement a arrêté huit dirigeants du Syndicat national des enseignants du Togo et les a traduits devant le SCRIC. Ils ont passé trois jours en détention, puis ont été libérés sous contrôle judiciaire. Le syndicat se préparait à lancer une grève des enseignants de trois jours au moment des arrestations.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire, excepté le travail carcéral obligatoire ; cependant, le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi efficacement dans les faits, notamment lorsque des adultes ont été contraints au travail forcé ou étaient victimes de la traite. Les enquêtes étaient rares car les inspecteurs du travail n'étaient pas remboursés pour leurs frais de déplacement et d'hébergement. Les peines encourues étaient proportionnelles à des infractions pénales similaires mais n'étaient pas appliquées. Les prisonniers sont tenus de travailler ; on ignorait s'ils étaient mis à la disposition d'employeurs privés.

Il y a eu des cas de travail forcé, notamment dans les secteurs des mines, du travail domestique, de la vente ambulante ou de l'agriculture. Des enfants ont été soumis

au travail forcé (voir la section 7.c.).

Veillez consulter également le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

Les pires formes de travail des enfants sont interdites par la loi. La loi interdit l'emploi des enfants de moins de 15 ans dans toute entreprise et tout type d'emploi, ainsi que le travail de nuit des enfants de moins de 18 ans. La loi n'autorise pas les enfants à travailler plus de 8 heures par jour. Par ailleurs, elle exige un temps de repos quotidien d'au moins 12 heures consécutives pour tous les enfants qui travaillent. La loi indique que les violations peuvent conduire à la fermeture temporaire des entreprises concernées et à la confiscation de l'équipement utilisé. L'âge minimum d'admission à l'emploi pour les travaux dangereux, comme certains types d'emplois industriels et techniques, est de 18 ans, bien que des exceptions soient souvent faites pour des enfants de 16 et 17 ans qui sont en bonne santé et en bonne condition physique. La loi autorise les garçons âgés de 16 et 17 ans à transporter par chariot des charges d'un poids inférieur à 308 livres (140 kilos). La loi prohibe l'emploi des enfants de moins de 18 ans comme soutiers dans les cales d'un navire. La loi interdit le travail des enfants sous ses pires formes, notamment la traite des enfants, la prostitution, la pédopornographie et l'utilisation des enfants dans les conflits armés.

Il incombe au ministère de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social de faire appliquer l'interdiction des pires formes de travail des enfants. Le ministère a apporté son soutien à un centre d'accueil pour enfants abandonnés et a collaboré avec des ONG pour lutter contre la traite des enfants. Les efforts du ministère pour lutter contre la traite des enfants ont notamment compris des ateliers en collaboration avec l'UNICEF, l'Organisation internationale du Travail, des ONG, des syndicats, la police, les services douaniers et d'autres partenaires afin de

sensibiliser la population au travail des enfants en général, et au travail forcé des enfants en particulier.

Le gouvernement n'a pas assuré l'application efficace de la législation sur le travail des enfants. Les sanctions prévues n'étaient pas à la mesure de celles prévues pour d'autres infractions graves. Les inspecteurs du ministère n'ont fait respecter ces limites d'âge que dans le secteur formel en milieu urbain.

Le travail des enfants a constitué un problème. Certains commençaient à travailler à l'âge de cinq ans et rataient souvent une grande partie de leur année scolaire. Des enfants travaillaient dans les zones rurales comme urbaines, principalement dans les exploitations agricoles familiales et dans le petit commerce, et comme porteurs ou domestiques. Dans certains cas, ils travaillaient dans des usines. Dans le secteur agricole, ils aidaient leurs parents à la récolte du coton, du cacao et du café. Les enfants participaient à la production agricole, telle que celle de haricots et de maïs, pour la consommation familiale.

Les travaux dans les carrières constituaient l'activité la plus dangereuse pour les enfants. Ils y aidaient leurs parents à briser des pierres à la main et transportaient des seaux de gravier sur la tête. Ces travaux n'étaient pas approuvés par les pouvoirs publics et ne s'effectuaient que dans de petites carrières privées. Des ONG locales de bonne réputation ont signalé que la majorité des enfants qui y travaillaient n'exerçaient cette activité que le week-end ou pendant leurs vacances, mais que certains abandonnaient l'école pour s'y consacrer à temps plein.

Dans les zones urbaines et rurales, surtout dans les secteurs agricole et du petit commerce, de très jeunes enfants aidaient souvent les membres de leur famille à accomplir leurs travaux. Dans les zones rurales, les parents ont parfois envoyé de jeunes enfants dans d'autres foyers pour servir comme domestiques, moyennant un paiement unique d'un montant aussi bas que 12 500 à 17 500 francs CFA (23 à 32 dollars des États-Unis).

Des enfants étaient parfois soumis au travail forcé, surtout comme domestiques, porteurs et vendeurs ambulants. Ils étaient également forcés à mendier. Des

employeurs ont soumis des enfants au travail forcé sur les plantations de café, de cacao et de coton, dans les carrières et dans les secteurs du travail domestique, de la vente des rues et de la mendicité. Des enfants ont été victimes de la traite et plongés dans la servitude pour dette. Des cas d'exploitation sexuelle d'enfants se sont produits (voir la section 6, Enfants).

Veillez consulter également les *Conclusions du département du Travail sur les pires formes de travail des enfants*, à l'adresse suivante :

<https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings>.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

La loi interdit la discrimination en matière d'emploi et de profession fondée sur la race, le sexe, le handicap, la citoyenneté, l'origine nationale, l'opinion politique, la langue et le statut sérologique du VIH-sida, mais pas spécifiquement sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Les peines encourues pour ces infractions étaient proportionnelles à celles imposées pour des infractions comparables. En raison des normes sociales et culturelles et de la stigmatisation, les individus choisissaient parfois de ne pas signaler les violations.

Le gouvernement n'a généralement pas appliqué la loi de manière efficace. Des annonces précisant le sexe et l'âge des candidats ou exigeant leur photo comptaient parmi les exemples de discrimination à l'embauche. Il y a eu des cas de discrimination fondée sur le sexe en matière d'emploi et de profession (voir la section 6, Femmes). Bien que la loi exige l'application du principe « à travail égal, salaire égal », indifféremment du sexe, cette disposition n'a généralement été respectée que dans le secteur formel.

En vertu du droit coutumier, qui s'applique à la plupart des femmes, un mari peut légalement restreindre la liberté de son épouse à travailler et peut contrôler ses revenus. Les chiffres en matière de violences sexistes et de harcèlement au travail étaient indisponibles ; cependant, ces pratiques étaient courantes.

La discrimination sociétale à l'encontre de personnes en situation de handicap a été

problématique. Les travailleurs migrants ont aussi fait l'objet de discriminations, car les annonces précisait généralement la citoyenneté comme critère d'embauche.

e. Conditions de travail acceptables

Lois relatives aux salaires et au temps de travail : Une convention nationale unique fait l'objet de négociations et de l'approbation par les représentants de l'État, des syndicats et des employeurs afin d'établir une grille nationale des salaires pour tous les travailleurs du secteur formel. Elle fixe les salaires minimums pour les différentes catégories de main-d'œuvre, depuis les postes non qualifiés jusqu'aux postes des cadres professionnels. Le salaire minimum est supérieur au seuil de pauvreté. Les employeurs payaient souvent des salaires inférieurs au salaire minimum, surtout aux travailleurs non qualifiés et le gouvernement ne disposait pas des moyens nécessaires pour enquêter sur les violations et en punir les responsables.

Le gouvernement réglemente fortement le marché du travail. Les heures de travail pour tous les employés dans toute entreprise ne doivent normalement pas dépasser 40 heures par semaine, sauf pour le secteur agricole. Il faut obligatoirement au moins 24 heures de repos par semaine et les congés payés sont normalement de 30 jours par an. Les heures de travail pour les employés du secteur agricole ne doivent pas dépasser 2 400 heures par an (soit 46 heures par semaine). La loi exige le paiement des heures supplémentaires et limite les heures supplémentaires excessives. La convention collective interprofessionnelle fixe les taux minimaux pour les heures supplémentaires à 120 % du salaire de base pour les huit premières heures ; ils passent à 140 % l'heure après huit heures et à 165 % pour le travail de nuit, le dimanche et les jours fériés et sont doublés pour le travail de nuit le dimanche et les jours fériés. Toutefois, le secteur privé a rarement respecté cette obligation.

Le ministère de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social est chargé de faire respecter toutes les lois du travail, surtout dans le secteur privé formel. Le nombre d'inspecteurs du travail était insuffisant pour garantir le respect de la loi

dans les faits. Les inspecteurs du travail avaient le pouvoir de faire des inspections surprises et d'imposer des amendes. Les peines encourues en cas d'infraction n'étaient pas proportionnelles à celles imposées en cas d'infractions similaires. Les allégations de violation des lois sur les salaires, les horaires et les heures supplémentaires étaient particulièrement courantes dans le secteur minier et les ZFI.

Sécurité et santé au travail : Un comité consultatif technique, créé au sein du ministère de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue sociale, définit des normes de santé et de sécurité sur le lieu de travail. Il peut faire payer des amendes aux employeurs qui ne respectent pas les normes relatives au travail, et les travailleurs ont le droit de porter plainte auprès des inspecteurs du travail pour conditions insalubres ou dangereuses. En général, les sanctions pour infractions étaient faibles, et rien n'indiquait qu'elles avaient un effet dissuasif. Selon la loi, les travailleurs peuvent se retirer de situations qui mettent en danger leur santé ou leur sécurité sans que cela ne compromette leur emploi. La législation garantit également la protection des travailleurs étrangers en situation régulière.

La loi oblige les grandes entreprises à mettre des services médicaux à la disposition de leurs employés ; si, en général, elles se sont efforcées de respecter les règles de santé et de sécurité sur le lieu de travail, cela a rarement été le cas pour les petites sociétés.

Le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi dans les faits, et les employeurs du secteur formel ont souvent ignoré la législation en vigueur. Les normes de sécurité et de santé au travail (SST) n'étaient pas appropriées pour les industries principales du pays. Une étude de 2019 mandatée par l'État a affirmé que les secteurs à plus haut risque comprenaient l'industrie minière, la fabrication, le bâtiment et les travaux publics. Selon l'étude, la Direction générale du travail employait 104 inspecteurs SST, dont un était médecin du travail. Les inspecteurs SST ont travaillé sans relâche pour identifier des conditions de travail dangereuses et répondre aux plaintes de SST des travailleurs ; cependant, le nombre d'inspecteurs était insuffisant pour répondre efficacement aux plaintes et aux conditions de travail

médiocres.

Secteur informel : Selon une étude de 2019 mandatée par l'État, plus de 91 % de la main d'œuvre du pays, en zone urbaine comme en zone rurale, a participé à l'économie informelle. Les emplois informels se trouvaient dans presque tous les secteurs de l'économie, y compris l'agriculture, la fabrication, l'industrie minière, et même les travaux publics. La loi ne couvre pas le salaire, les heures de travail ou les protections et inspections de SST pour les travailleurs du secteur informel ou des ZFI. La loi nationale sur la sécurité sociale et la loi sur l'assurance maladie obligatoire stipulent que les travailleurs de l'économie informelle ont accès à des protections sociales.